



DIALOGUES

SECURITAIRES
DANS L'ESPACE
SAHELO - SAHARIEN

**LES DEFIS ET ENJEUX SECURITAIRES
DANS L'ESPACE SAHELO-SAHARIEN**

LA PERSPECTIVE DE L'ALGERIE

Par Prof. Belkacem Iratni

Mentions Légales

© Friedrich-Ebert-Stiftung, Paix et Sécurité Centre de Compétence Afrique Subsaharienne, 2017

Responsable : Holger Grimm, Directeur Paix et Sécurité Centre de Compétence Afrique Subsaharienne

Comité de rédaction : Holger Grimm, Rémy Arsène Dioussé

Commandes de publications

L'utilisation commerciale des médias publiés par la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) est interdite sans l'autorisation écrite de la FES.

Les idées et thèses développées dans la présente étude sont celles de l'auteur et ne correspondent pas nécessairement à celles de la FES.

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS	4
INTRODUCTION	5
I. DEFIS ET MENACES SECURITAIRES EN ALGERIE : CAUSES ET ACTEURS	6
II. EVALUATION DES MOYENS ET CAPACITES DE LUTTE CONTRE LES MENACES SECURITAIRES	11
III. CARACTERE TRANSNATIONAL DES MENACES ET NECESSITE D'UNE REPONSE COMMUNE	13
IV. INTERETS STRATEGIQUES DE L'ALGERIE DANS L'ESPACE SAHELO-SAHARIEN	14
V. STRATEGIES SECURITAIRES DES AUTRES PARTENAIRES DE L'ALGERIE DANS LA REGION SAHELO-SAHARIENNE	18
VI. QUELQUES RECOMMANDATIONS POUR AMELIORER LA SITUATION SECURITAIRE AU MAGHREB ET DANS LA REGION SAHELO-SAHARIENNE	20
CONCLUSION	21
BIBLIOGRAPHIE	22

AVANT-PROPOS

Les récentes crises libyenne et malienne ont exacerbé l'insécurité multidimensionnelle (personnelle, économique, politique, sociale, environnementale, sanitaire, etc.) des populations vivant dans l'espace sahélio-saharien et mis en exergue non seulement la faiblesse des Etats mais aussi la nécessité d'une coopération régionale, notamment entre le Maghreb et l'Afrique de l'Ouest pour relever ensemble les défis communs.

C'est à partir de ce constat que le projet « Dialogues sécuritaires dans l'espace sahélio-saharien » a été initié par la Friedrich-Ebert-Stiftung-Mali, en réseau avec les bureaux du Maroc, du Sénégal et de la Tunisie, dans le but de souligner les fortes interdépendances entre l'Afrique du Nord et de l'Ouest en matière de sécurité et de promouvoir le dialogue national et sous régional sur les défis et menaces sécuritaires nationaux et transfrontaliers.

Ainsi, en vue de procéder à un état des lieux de ces questions en les mettant en perspective avec le concept de sécurité humaine, des études-pays ont été commandités dans les pays concernés par le projet, à savoir : l'Algérie, le Burkina Faso, la Libye, Le Mali, le Maroc, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal, le Tchad et la Tunisie. Chaque étude-pays a été soumise à une validation nationale devant un comité de spécialistes de la sécurité humaine du pays concerné. Aussi, les études-pays ont fait l'objet d'un atelier d'experts pour non seulement une mise en commun des défis mais aussi dégager les priorités d'actions politiques communes dans l'espace maghrébo-sahélien.

Les études-pays sont donc la première phase de ce projet pluriannuel et la base intellectuelle sur laquelle reposeront les activités ultérieures du projet, notamment la conférence régionale dont les thématiques prioritaires ont été dégagées lors de l'atelier des experts.

Les résultats du projet s'adressent à tous les acteurs en charge de la sécurité humaine dans toutes ses dimensions et constitueront une importante source d'informations et d'orientations pour les décideurs politiques et autres acteurs de la société civile ainsi que pour les chercheurs et universitaires nationaux et étrangers.

Dakar, Mars 2017

Holger Grimm
Directeur Paix et Sécurité Centre de Compétence Afrique Subsaharienne

Rémy Arsène Dioussé
Chargé de programmes

INTRODUCTION

L'espace sahélo-saharien connaît depuis longtemps des problèmes touchant à la préservation des États et à la sécurité des individus, qu'il s'agisse de la crise de légitimité des régimes, l'absence de bonne gouvernance, tensions ethniques, pauvreté ou de rébellions contre les autorités centrales en raison de la marginalisation des régions périphériques et de l'exclusion politique de larges segments de la population. Ces crises se sont aggravées avec la montée de l'extrémisme religieux et l'apparition de groupes terroristes violents se réclamant de la tendance djihadiste qui menacent sérieusement la stabilité de toute la région sahélo-saharienne.

Ces périls, notamment la menace terroriste liée aux réseaux de trafic de drogue, d'armes et la migration illégale transcendent les frontières des États de la région Maghreb-Sahel et requièrent non pas une réponse individuelle de la part des États mais un dialogue et une coordination accrue et constante de tous ces États. À cela s'ajoutent des défis de soft security tels que l'impact écologique et des menaces de nature nouvelle telles que la cybercriminalité et l'insécurité religieuse.

La présente étude tend à analyser les principaux défis et enjeux sécuritaires auxquels est confrontée l'Algérie qui subit, en plus de pressions politiques et socio-économiques internes, des retombées sur sa propre sécurité émanant principalement de l'instabilité chronique de ces voisins du Maghreb (Tunisie et Libye) et sahélo-sahariens (Mali, Niger et Mauritanie).

En premier lieu, il s'agit d'identifier les défis et menaces sécuritaires que rencontre l'Algérie présentement, d'appréhender leur nature et causes ainsi que les principaux acteurs qui animent ces menaces.

La deuxième partie s'attellera à évaluer les moyens et les capacités de lutte contre ces menaces.

La troisième partie s'évertuera à démontrer que beaucoup de menaces auxquelles est confrontée l'Algérie sont transnationales et qu'une jonction des efforts à l'échelle régionale est indispensable quoique non suffisants pour venir à bout de ces différentes menaces.

Comme toute puissance régionale, l'Algérie a des intérêts au Sahel Sahara de par la contiguïté géographique, la profondeur stratégique et des liens historiques qui feront l'objet de la quatrième partie.

La cinquième partie visera à évaluer les stratégies développées par les différents partenaires de l'Algérie relatives aux défis et menaces sécuritaires et tentera de voir si les défis posés à ce pays sont pris en compte par ces stratégies.

En dernier lieu, quelques recommandations susceptibles de contribuer à l'amélioration de la sécurité en Algérie, au Maghreb et au niveau de la région sahélo-saharienne, seront proposées.

I. DEFIS ET MENACES SECURITAIRES EN ALGERIE : CAUSES ET ACTEURS

Il ne s'agit pas de répertorier d'une manière évènementielle, chronologique ou même thématique les défis et menaces sécuritaires qui se posent à l'Algérie, mais de cerner d'une manière analytique et circonscrite les défis majeurs qui peuvent avoir des conséquences néfastes sur la sécurité et la stabilité de ce pays.

1. La menace terroriste

Les quelques 200 à 300 terroristes qui opèrent actuellement en Algérie, selon maintes publications de la part de nombreux média algériens, sont les résidus des Groupes Salafistes pour le Combat et la Prédication (GSPC) issus de l'insurrection islamiste des années 1990¹. Des milliers de terroristes repentis se sont rendus après avoir bénéficié de la loi sur la Rahma (clémence) approuvée par référendum en Septembre 2005 et d'autres terroristes, qui avaient déposé les armes et n'ayant pas les mains tachées par le sang des victimes, commis de viols, de massacres et d'attentats à l'explosif dans les lieux publics, ont été amnistiés à la faveur de la loi relative à la " Concorde Civile" adoptée en Septembre 2009. Parallèlement à ces mesures, les forces de sécurité ont poursuivi leurs efforts tendant à éliminer les groupes terroristes encore en activité tels que l'organisation Al-Qaeda au Maghreb Islamiste (AQMI) menée par Abdelmalek Droukdel), le groupe les signataires par le Sang dirigé par Mokhtar Belmokhtar qui constituent la principale menace armée confinée aux frontières Sud de l'Algérie. De plus, Daech ou État Islamique (EI) qui a pris naissance en Irak et Syrie commence à s'installer en Algérie en témoigne l'assassinat d'un touriste français Hervé Gourdel dans la région de Kabylie en septembre 2014, par un groupe dénommé Jund Al Khalifa (soldats du Califat) se réclamant de cette organisation terroriste.

Dans le discours politique interne, l'accent est mis sur le terrorisme perçu comme la menace la plus dangereuse eu égard à l'expérience douloureuse vécue suite à l'insurrection armée qui est apparue d'une manière tangible après l'arrêt des élections législatives de janvier 1991 que le Front Islamique allait remporter. Cet épisode violent a duré plus d'une décennie causant entre des centaines de milliers de morts², plus de 7.000 disparus³ et plus de \$20 milliards de dégâts matériels qui ont accentué la grave crise économique dont souffrait le pays en raison de la baisse drastique du prix du pétrole, une ressource vitale pour son économie.

La rhétorique algérienne perçoit le terrorisme comme un phénomène étranger aux valeurs religieuses et culturelles de la société et qu'il n'est aucunement lié à l'Islam de ses ancêtres. De ce point de vue, les causes du terrorisme ne sont pas endogènes et ne s'expliquent pas par le caractère autoritaire du régime algérien, le chômage des jeunes, l'analphabétisme ou la crise économique, mais par les idéologies importées du Moyen Orient, que ce soit à travers les éléments qui avaient combattu en Afghanistan, en Irak ou grâce aux prêches de théologiens salafistes prodigués par le biais de blogs et chaînes satellitaires qui émettent à partir de pays du Golfe. En effet, les raisons sociales ou économiques qui expliquent généralement la radicalisation des jeunes se sont estompées avec les rentrées colossales qu'a engrangées l'Algérie depuis 1999 à la faveur de l'augmentation considérable des prix du pétrole et qui ont permis d'importants transferts sociaux en faveur des jeunes par le biais de mécanismes d'aide à l'emploi, de crédits et de facilitation à créer des petites entreprises. L'évidence est que le nombre de jeunes algériens qui se sont enrôlés dans les rangs des groupes islamistes qui combattaient en Irak et en Syrie depuis "le Printemps Arabe" ne dépasse pas 100 éléments, un nombre qui reste insignifiant en comparaison avec les jeunes recrues tunisiennes (7000) ou marocaines (1500).

Bien plus, les dirigeants algériens incombent la montée du terrorisme en Algérie aux tentations de puissances étrangères hostiles à l'Algérie et qui œuvrent à déstabiliser ce pays, à fragmenter la société et à saper l'unité de son peuple. Les raisons évoquées sont que l'Algérie est dirigée par un régime nationaliste et que le pays est la cible de convoitises étrangères eu égard à sa position géographique, ses ressources naturelles et des positions politiques qui défendent les causes justes dans

¹ Les espaces religieux autonomes de la doctrine officielle prônée par les autorités religieuses algériennes sont apparus dans les années 1960 telle que l'association Al-Quiyam en réaction à l'option socialiste et moderniste prise par le régime algérien jugée non conforme aux préceptes de l'Islam et aux valeurs culturelles locales par les militants de cette association. L'apparition de l'extrémisme religieux et de la tendance djihadiste a commencé après la révolution islamique en Iran et la participation de jeunes algériens à la lutte contre l'invasion de l'Afghanistan par l'Union Soviétique en 1979. Après leur retour, nombre de ces "Afghans," qui ont reçu une formation militaire dans les camps de Peshawar, ont rejoint L'Armée Islamique du Salut (AIS) qui s'est formée en réaction à la décision des autorités algériennes d'annuler le deuxième tour des élections législatives en 1991, à cause des événements violents survenus à cette époque et de la croyance dans les milieux laïcs et modernistes que le Front Islamique du Salut (FIS), qui a été légalisé à la faveur de l'introduction du multipartisme en Algérie introduit en 1989, allait instaurer une république islamique par l'usage de la force.

² Selon les forces de sécurité, le nombre de victimes de la tragédie nationale de 1992 à 2000 est estimé à un peu plus de 37000 (Liberté, L'Actualité et El Watan du 27/10/2012, cités par Chronologie d'attentats terroristes en Algérie, <http://chekfa.e-monsite.com/pages/chronologie-d-attentats-terroristes-en-algerie.html>). Dans une interview accordée au journal le Monde en date du 06/04/2012, Ahmed Ouyahia, alors premier ministre, a déclaré que: "le nombre de 200.000 qui a été avancé est sans doute un peu dopé" (interview recueillie par Sylvie Kaufman et Isabelle Mandraud, http://www.lemonde.fr/afrique/article/2012/04/06/algérie-defend-intégrité-territoriale-du-mali_1681659_3212.html).

³ Un rapport final de la cellule d'assistance judiciaire pour l'application des dispositions de la Charte pour la réconciliation nationale a fait état de plus de 7144 familles de disparus ont été recensées à la fin 2014 (S. L, Victimes de la tragédie nationale : la liste élargie, Algérie 360, <http://www.algerie360.com/algerie/victimes-de-la-tragedie-nationale-la-liste-elargie/>)

le monde et qui s'opposent au colonialisme, au sionisme et à l'hégémonie occidentale, notamment. Cette propension de conspiration étrangère a été dénoncée lors d'un meeting populaire organisé par le Parti des Travailleurs d'obéissance trotskiste et l'Union Générale des Travailleurs Algériens (UGTA), le tout puissant syndicat proche du régime à Alger en janvier 2013.

2. Le courant salafiste

Le processus de réislamisation de la société algérienne et de quelques binationaux (franco-algériens) résidant surtout en France, tel qu'encouragé par les idéologies religieuses importées du Moyen-Orient depuis les années 1990 et le zèle religieux exprimé par quelques institutions publiques ou privées, reflète une nouvelle forme de pratique de l'Islam. Toutefois, ces pratiques ne semblent pas aussi dangereuses que la propagation de l'idéologie salafiste qui dérive du Wahhabisme, un rite initié par un prédicateur originaire de l'Arabie Saoudite qui exalte l'attachement "apparent" aux enseignements du Salaf (ancêtre) et une pratique religieuse ascétique, mais de façade.

La méthode et le contenu de l'enseignement prodigué à l'école en arabe ont facilité aux jeunes algériens l'accès à la littérature salafiste propagée par les sites et media basés au Moyen-Orient. Cet état de fait a, en réalité, provoqué une fracture entre les préceptes religieux traditionnels et populaires basées sur l'oralité, parce que beaucoup d'Algériens de l'ancienne génération ne sont pas alphabétisés.

Le danger salafiste ne consiste pas en la radicalisation de militants salafis en tant que tels, mais par le risque que cette idéologie tende à propager l'intolérance, la régression culturelle et l'ignorance qui pourraient miner les fondements de l'Islam algérien basé sur le rite malékite, considéré comme modéré et ouvert⁴. Ce type d'obscurantisme peut être illustré par les résultats d'un sondage d'opinion conduit par l'agence Baromètre Arabe. 60% des personnes interrogées sont favorables au respect de la Sharia (loi Islamique) et 55% n'approuveraient pas la nomination d'une femme au poste de Président ou de Premier ministre⁵. En revanche, le texte de loi criminalisant les violences exercées à l'encontre des femmes, qui a été bloqué pendant plusieurs mois après son adoption par le parlement, a été voté par le Sénat (chambre haute) en Décembre 2016. Cette loi prévoit notamment des peines d'emprisonnement mais aussi la perpétruité " si les coups portés ou les blessures faites volontairement, mais sans intention de donner la mort, l'ont pourtant occasionnée". Elle punit aussi d'une manière sévère le harcèlement de rue, " une pratique courante dans les villes algériennes"⁶.

L'environnement externe a aussi encouragé la radicalisation des jeunes en Algérie avec la montée de l'islamophobie en Europe (Charlie Hebdo, par exemple, les interventions américaines en Irak et en Afghanistan, le soutien à la politique jugée aggressive d'Israël à l'égard des Palestiniens de Gaza et les raids aériens de l'OTAN en Libye).

3. Les réseaux de contrebande

Si généralement, les réseaux de contrebande de produits comestibles et même de drogue douce sont des phénomènes déjà connus dans les relations entre populations transfrontalières, il apparaît de plus en plus que le trafic d'armes et d'êtres humains sont de plus en plus liés aux groupes terroristes : les uns ont la maîtrise du terrain et bénéficient des complicités locales (trafiquants), les autres (groupes terroristes) ont les armes et l'argent provenant des rançons acquises en échange de la libération d'otages européens, notamment.

Ces réseaux de trafic en tout genre menacent l'ordre public dans les régions frontalières situées à l'Est (Tunisie et Libye), à l'Ouest (Maroc) et aux confins Sahariens (Mauritanie, Mali et Niger), et perturbent l'économie dans la mesure où les denrées et produits de première nécessité qui sortent du territoire algérien (lait, farine, semoule, huile et carburant) sont subventionnés par l'État. Par exemple, les quantités de gasoil transférées par les trafiquants au Maroc et en Tunisie constituent un manque à gagner pour le Trésor public estimé à plus de 1 milliard de dollars américain en 2015.

La vente illégale d'armes représente aussi une menace à l'ordre public dans la mesure où ces armes servent à équiper les groupes terroristes et les trafiquants. Si ce phénomène est global dans la mesure où il y a 875 millions d'armes légères qui circulent dans le monde dont 100 millions en Afrique, il reste que ce phénomène s'est largement accentué dans la région sahélo-saharienne depuis la crise en Libye qui est devenue un immense arsenal d'armes à ciel ouvert et dont se sont servi les milices et autres groupes terroristes⁷. Pas moins de 20 millions d'armes légères circulent au Sahel comme les Kalachnikov, mais il y a aussi des mitrailleuses lourdes, des lance-roquettes et des missiles sol-air de type SAM⁸. En Libye seulement,

⁴ Le débat qui devrait se tenir sur la loi relative à la violence contre les femmes au niveau du Sénat le 23 Mars 2015 a été reporté sine die, probablement à cause des pressions exercées par le courant islamiste conservateur pour stopper le vote sur cette loi (El Watan, 30/03/2015, p4). Ce journal a rapport par exemple que des députés ont clamé leur opposition à cette loi sur la base que " c'est la faute aux femmes si elles sont agressées dans les rues" qu'ils "ne peuvent criminaliser un homme qui est excité par une femme" et aussi que "ce sont les vêtements des femmes qui ne sont pas permis par la Sharia qui sont responsables de la violence contre les femmes".

⁵ El Watan, 17/01/2012, pp.2-3.

⁶ Hadjar Guenanfa, Violences contre les femmes : la nouvelle loi est entrée en vigueur, TSA, 31/01/2016, <http://www.ts-algerie.com/20160131/violences-contre-les-femmes-la-nouvelle-loi-est-entree-en-vigueur/>

⁷ Ibrahim Souleymane, le trafic d'armes en Afrique, Points Chauds, 23/03/2013, www.pointchauds.info/fr/2013/03/26/le-trafic-d-armes-en-afric

⁸ Luc Mathieu, La Libye, dépôt d'armes jihadistes, 16/01/2013, www.liberation.fr/planete/2013/01/16/la-libye-depot-d-armes-jihadiste_874596

800 000 à 1 million d'armes légères sont supposés circuler librement ainsi que 80.000 Kalachnikovs⁹ en plus de l'existence de 100 milices composées de 125000 combattants¹⁰.

Nombre de ces armes en provenance de l'arsenal militaire Libyen se trouve entre les mains de groupes terroristes opérant dans la région du Maghreb et du Sahel et la presse algérienne a fait état de nombreuses prises d'armes par les forces de sécurité lors des découvertes de caches utilisées par les terroristes aux confins sahariens, notamment.

4. La situation politique et sociale

Le Printemps arabe qui a secoué profondément de nombreux pays de l'Afrique du Nord n'a pas eu d'impact significatif en Algérie contrairement aux analyses des journalistes et spécialistes occidentaux. Ces derniers pensaient que le mouvement de contestation populaire serait plus déstabilisant en Algérie qu'ailleurs. Ce mouvement est assez fort au regard du nombre d'incidents sur l'espace public : grèves des fonctionnaires et étudiants, marches des chômeurs et émeutes. Cependant ces manifestations expriment beaucoup plus des besoins relatifs à un meilleur accès à la rente pétrolière et aux transferts sociaux consentis par l'État (logement social gratuit, facilités d'emploi, crédits à taux bonifiés et exonérations fiscales pour la création d'entreprises, acquisition d'assiettes foncières publiques destinées aux projets industriels à prix très réduits) que de revendications politiques qui prônent le changement de régime. Pour calmer ces mécontentements sociaux sporadiques, le gouvernement a mis en œuvre deux programmes distincts, politique et social. Le premier volet de sa stratégie consiste à mettre sur pied une " profonde réforme politique". En quelques années, plusieurs lois organiques relatives aux médias, aux partis politiques, aux ONG, aux élections ont été publiées. La révision constitutionnelle limitant à deux le nombre de mandats présidentiels a aussi été adoptée.

Au niveau social, le gouvernement a versé une grande partie des revenus pétroliers qui ont augmenté considérablement durant la décennie 2000 dans la construction de grands travaux infrastructurels et dans des transferts sociaux. Pratiquement toutes les catégories professionnelles ont bénéficié d'une augmentation substantielle de leurs salaires. La paix sociale au détriment de la rationalité financière et économique était conçue comme une solution aux problèmes économiques et sociaux.

Brutalement, les revenus pétroliers ont diminué drastiquement depuis 2014. Comme solution au contre-choc pétrolier, le gouvernement a fait de grandes coupes dans les programmes sociaux et culturels tout en maintenant les dépenses militaires et sécuritaires en raison de l'instabilité des pays voisins et l'accentuation de la menace terroriste dans la région Maghreb-Sahel. La menace sécuritaire dans l'espace sahéli-saharien est toujours perçue comme une menace hard et déstabilisatrice de toute la région.

5. Le trafic de drogue

Les drogues légères, constituent un fléau qui cause des dommages certains à la santé des jeunes algériens, à l'économie du pays et à l'ordre public". C'est un véritable phénomène de société qui demeure une grande préoccupation pour les États dont l'Algérie qui subit les conséquences néfastes du déversement de tonnes de drogue sur son territoire, menaçant sa stabilité, sa sécurité et la santé de sa population, avec en première ligne sa jeunesse"¹¹, a déclaré le ministre de la Justice algérien lors du colloque international sur « l'impact du fléau de la drogue sur les plans local, régional et international et les mécanismes de lutte », tenu à Tlemcen en mars 2016.

La majeure partie du trafic de drogue qui touche l'Algérien provient du Maroc, considéré comme le plus grand pays exportateur de cette drogue selon le rapport annuel publié par l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDC) en juin 2016¹².

En 2012, 157 tonnes de cannabis, soit 12,37% du total appréhendé dans le monde, ont été saisies par les forces de sécurité algérienne et 173 tonnes de cannabis et plus d'un million de psychotropes ont été saisis au cours des premiers onze mois de 2014¹³.

Si l'Algérie n'est pas encore un pays consommateur de drogues dures, il reste qu'elle sert de transit à la cocaïne venue de l'Amérique-latine puis par le Golfe de Guinée pour être acheminée vers les marchés Européens.

6. La migration illégale

Si auparavant, les flux migratoires de faible envergure provenant de la région subsaharienne en raison de la pauvreté et la sécheresse (Niger) utilisaient l'Algérie comme un point de transit dans leur exode vers l'Europe, nombre des quelques centaines de milliers de migrants affluant vers ce pays ces dernières années à cause de l'insécurité (nord du Mali et Syrie) ont tendance à demeurer dans ce pays en raison de la difficulté d'accès à "l'Eldorado" européen et à cause aussi de la situation économique relativement aisée de l'Algérie¹⁴. En effet, les migrants clandestins suppléent ainsi le manque de main d'œuvre

⁹ Yassine Boukhedouni, Les effets de la crise en Libye sur le trafic d'armes légères et lourdes dans la région du Sahel-Maghreb, www.erta-tcsr.org/analyses/libye-armes.html.

¹⁰ Enquête sur les transferts d'armes transfrontaliers dans le Sahel, Novembre 2016, Conflict Armaments Research, London, file:///C:/Users/iratn1/Download/investigating/libye-Cross_border-Weapon-Transfers-to-the-sahel-french-pdf

¹¹ B. Abdelmajid, La culture marocaine du cannabis à l'index, Liberté, 20/03/2016, p 6.

¹² World Drug Report, UNODC, New York, 2016 in http://www.unodc.org/doc/wdr2016/WORLD_DRUG_REPORT_2016_web.pdf

¹³ Belkacem Fareh, Tarek Ghellab, Les stupéfiants indicateurs de l'invasion, <http://www.dgsn.dz/IMG/pdf/journauxfr24615.pdf>

¹⁴ Si le nombre de réfugiés en provenance de la Syrie est négligeable, celui des émigrés clandestins par contre est beaucoup plus important : 20.000 selon le Premier Ministre algérien, Abdelmalek Sellal (Chérif Ali, Revoilà les migrants subsahariens en Algérie ! Le Matin, 13/04/2015, http://www.le_matindz.net/news/17161-revoila-les-migrants-subsahariens-en-algerie.html) et 100.000 selon des associations civiles

non-qualifiée, le refus des jeunes de travailler dans certains domaines tels que les travaux publics et l'agriculture par exemple.

Toutefois, les flux migratoires vers l'Algérie ont provoqué des tensions sociales dans ce pays, accru l'insécurité notamment dans les zones frontalières et accentué le banditisme et les différents genres de contrebande. En plus des heurts signalés entre la population locale, notamment à Tamanrasset, ville proche du Niger, et des migrants clandestins en raison d'actes de délinquance attribués à ces éléments, beaucoup de ces émigrés illégaux ont été impliqués dans des opérations menées par des groupes terroristes ou dans les réseaux de contrebande (drogue et armes légères), selon les différents communiqués émis par les forces de sécurité.

Une telle situation a mené les autorités algériennes à procéder à des rapatriements de migrants clandestins en 2015-2016, soit d'une manière concertée avec les pays du Sahel dont sont issus ces migrants comme ce fut le cas avec le Niger¹⁵, soit par des refoulements forcés en raison des dangers que représentent certains réfugiés clandestins de par leur implication dans le grand banditisme ou dans les réseaux de soutien aux groupes terroristes activant aux confins sahariens de l'Algérie. Il serait peut-être judicieux de régulariser la situation de migrants illégaux qui montrent une volonté de s'insérer dans la vie sociale et professionnelle dans ce pays. En retour, les populations locales, notamment dans les agglomérations situées dans les confins sahariens de l'Algérie qui connaissent de substantiels flux de réfugiés en provenance du Sahel, gagneraient à traiter ces immigrants avec plus de déférence et respect dans le cadre du vivre ensemble.

7. Tentations autonomistes identitaires et conflits communautaires

La société algérienne n'est marquée ni par le caractère ethnique ni par la dimension multiconfessionnelle (minorités) et n'est donc pas confrontée aux problèmes liés aux différences ethniques ou dissonances religieuses en dépit des assertions d'historiens français qui perçoivent une dichotomie raciale entre Algériens d'autochtones (Berbères) et Arabes, les descendants des conquérants venus de la péninsule arabe pour propager l'Islam au Maghreb au 7ème siècle.

La diversité culturelle observée en Algérie ne repose pas sur des différenciations ethniques car le peuple algérien, composé de Berbères plus-ou-moins arabisés sur le plan linguistique et non sur le plan racial, est très largement musulman. Aussi, les tentatives de généraliser l'enseignement de la langue Berbère et son institutionnalisation comme langue nationale puis officielle depuis 2015, répondent plus au besoin de reconnaissance de la dimension Berbère du peuple algérien que la négation de la composante arabe.

La contestation de la dimension arabe comme composante de l'identité culturelle algérienne provient essentiellement d'un parti, le Mouvement pour l'Autonomie de la Kabylie basé majoritairement en Grande Kabylie, une des régions berbères de l'Algérie. Ce mouvement revendique une large autonomie voire une sécession de cette région du reste de l'Algérie¹⁶. Il est très difficile de mesurer la popularité des partis politiques dans des pays dotés de régimes plus ou moins totalitaires et où les sondages d'opinions et enquêtes de comportements et attitudes électoraux sont parfois inexistantes. Toutefois les partis politiques d'opposition légale et qui ont longtemps revendiqué l'inclusion de la dimension culturelle de l'amazighité dans la tessiture identitaire algérienne tels que le Front des Forces Socialistes (FFS) et le Rassemblement pour la Culture et la Démocratie (RCD), ont perdu de leur influence en Grande et Petite Kabylie ces dernières années. Lors des grandes cérémonies, telle que celle du 20 Avril 2016, ces partis n'ont pas drainé les grandes foules comme ce fut le cas dans le passé. Par contre, le MAK, bien qu'il soit une formation récente, a réussi à mobiliser surtout de jeunes kabyles lors des manifestations tenues à Tizi Ouzou, notamment sans toutefois, drainer les grandes foules. Ce mouvement, dont ses sources extérieures de financement ne semblent pas sur le point de se tarir, risque d'être manipulé pour déstabiliser le pays et la menace soft qu'il constitue aujourd'hui risque de devenir une menace hard demain en raison d'interférences étrangères hostiles à la stabilité de l'Algérie.

D'autre part, les heurts épisodiques entre la petite communauté berbérophone de rite Mozabite située à Ghardaïa et les tribus Chaamba qui se proclament d'origine arabe expriment, en fait, des différences au niveau du comportement social, choix électoraux et statut économique. Les incidents survenus à Berriane, une localité mozabite en décembre 2015 n'ont pas leurs racines simplement dans l'histoire relative au conflit de suspicion entre sédentaires et nomades, mais plutôt dans le climat socio-économique local imprégné de corruption et de rivalités politiques¹⁷.

Ces revendications autonomistes et clashs intercommunautaires ne constituent pas une menace majeure pour la sécurité de l'Algérie, mais pourraient alimenter une manipulation venant de l'extérieur dans la mesure où selon les médias algériens, le MAK multiplie les démarches auprès du Maroc et « Israël pour internationaliser son projet »¹⁸. Selon les services de sécurité

(Charlotte Bozonnet, Les invisibles d'Algérie, Le Monde.fr, http://lemonde.fr/international/visuel/2016/01/immigrés-souvent-clandestins-les-invisibles-d-algerie_4846562_3210.html).

¹⁵ L'Algérie a procédé au rapatriement de 3000 clandestins nigériens en Décembre 2014 dans leur pays à la demande des autorités nigériennes et dans de bonnes conditions selon Saida Benhabylès, la présidente du Croissant Rouge Algérien, in Chérif Ali, Revoilà les migrants subsahariens en Algérie ! Le Matin, 13/04/ 2015, http://www.le_matindz.net/news/17161-revoila-les-migrants-subsahariens-en-algerie.html.

¹⁶ Le Mouvement pour l'Autonomie de la Kabylie (MAK), dirigé par un artiste Kabyle, Ferhat Mehenni est basé en France et réclame l'indépendance de la Kabylie, une région berbère située, non loin d'Alger. Ce mouvement a mis en place un gouvernement en exil.

¹⁷ Berriane, hogra and the spread of berberism, 24/02/2009, C:/Documents and Settings:ir/Bureau/Berriane, Hogra and the spread of Berberism"the Moor next door.htm.

¹⁸ Karim Bouali, Le Maroc reconnaît son soutien direct au MAK et aux agitateurs de Berriane, Algérie patriotique, 27/10/2015, <http://www.algeriepatriotique.com/article/le-maroc-reconna%C3%A8t-son-soutien-direct-au-mak-et-aux-agitateurs-dans-la-r%C3%A9gion-du-m%C3%A8le-%C3%A9gzab>, Rachel Hamdi, Une militante du MAK au Maroc pour semer la discorde entre Algériens, Echoroukonline, 28/09/2016, <http://www.echoroukonline.com/ara/articles/496162.html>, Sihem Sabor, Les amis sionistes de Ferhat

algériens rapporté par Nacereddine Benkharef du site web Tout Sur l'Algérie (TSA) en date du 13 janvier 2017, un réseau travaillant pour les services secrets israéliens, composé de ressortissants africains issus principalement du Libéria, du Mali, de l'Éthiopie et autres nationalités a été démantelé à Ghardaïa. Sans l'implication de forces extérieures, ces manifestations identitaires ou contestation sociale demeureront un facteur de préoccupation interne, sans toutefois, menacer la cohésion du pays d'une manière durable et décisive.

8. Economie de rente et dépendance à l'égard du secteur des hydrocarbures

Le caractère social de l'État algérien marqué par une longue lutte du peuple algérien contre le colonialisme français et l'option socialiste poursuivie depuis l'indépendance du pays en 1962 jusqu'à la fin des années 1980 a favorisé l'émergence d'une économie de rente basée sur le secteur des hydrocarbures eu égard aux ressources appréciables en matière de gaz et de pétrole¹⁹.

Le secteur des hydrocarbures est certainement une aubaine pour l'Algérie car il représente 33% du PIB²⁰ et 94,54% du volume global des exportations.²¹ Il peut être aussi son talon d'Achille quand les prix du pétrole dégringolent. En effet, la baisse drastique de ces prix depuis la mi- 2014 a attiré l'attention sur la fragilité de l'économie du pays.

Si l'Algérie peut s'accommoder de prix bas du pétrole à court terme au vu des réserves de changes accumulées (\$150 milliards en 2015), un Fonds de Régulation des Recettes (FRR) estimé à \$ 50 milliards durant la même année et une dette extérieure insignifiante, il n'en demeure pas moins qu'une stagnation des prix du baril à moins de \$ 50 à moyen terme risque de provoquer une crise économique grave et un mécontentement social qui pourrait avoir un effet déstabilisant pour la sécurité du pays. À cela, il faut ajouter la pression démographique qui commence à se faire sentir sur le budget national. Le taux démographique est dans une courbe ascendante dans la mesure où la population a augmenté d'un million de personnes en 2016.

Certes, l'État a pris des mesures pour relever les prix des produits de base (gasoil, électricité et eau), rationaliser les dépenses publiques et promouvoir l'industrie et l'agriculture, mais ces mesures resteraient limitées si les efforts de diversification de l'économie n'étaient pas poursuivis avec plus d'ardeur et si le passage à une économie de marché n'était pas accéléré.

Le dilemme pour les dirigeants algériens est que si ces mesures d'austérité sont indispensables, il reste difficile de convaincre de larges segments de la population habitués à bénéficier de transferts sociaux estimés à \$10 milliards par an pour financer le logement social et aider les familles les plus démunies. Aussi, le défi majeur auquel le régime algérien est confronté consiste en la réduction drastique de la dépendance de l'économie sur les hydrocarbures, la diminution des dépenses publiques et la lutte contre la corruption.²² La situation semble compliquée, mais reste gérable, si les autorités consolident les réformes politiques et diversifient l'économie en encourageant les initiatives privées et l'investissement dans le potentiel humain sur la base des connaissances et du mérite.

Selon les estimations les plus fiables, le FRR s'épuisera en 2019, momentum qui coïncidera avec la fin du quatrième mandat du président Abdelaziz Bouteflika. L'après 2019 serait une période de grandes incertitudes puisque le baril du pétrole risque de ne pas dépasser les 60 dollars selon les estimations de beaucoup d'experts pétroliers.

Il est indéniable que l'Algérie dispose d'atouts humains et matériels substantiels : une population très jeune (70% de la population ont moins de 30 ans), des ressources non négligeables dans les secteurs de l'agriculture, du tourisme et minier, en plus d'un potentiel d'énergie solaire très important et de grandes réserves en pétrole et gaz de schiste.

Mehenni : Le Maroc et Israël au secours du MAK, Dernières info d'Algérie, 03/11/2015, <http://dia-algerie.com/les-amis-sionistes-de-ferhat-mehenni-le-maroc-et-israel-au-secours-du-mak/>

¹⁹ À la fin 2014, l'Algérie dispose des 2èmes réserves prouvées de gaz naturel en Afrique (4500 billions/cm) et les 4èmes réserves prouvées de pétrole du continent (12Billions /barrels).Elle est membre de l'OPEP et produit actuellement 600.000 à 1 million de barils de pétrole/jour.

²⁰ Déclaration du Ministre algérien des Finances lors du 2ème forum algéro-britannique sur l'investissement tenu à Alger en Mai 2016, <http://www.aps.dz/economie/42515-benkhalfa-la-part-des-hydrocarbures-dans-le-pib-pass%C3%A9-de-50-%C3%A0-30>

²¹ Statistiques du Commerce Extérieur de l'Algérie, Direction des Douanes Algériennes, 2015, [http://www.douane.gov.dz/pdf/r_periódique/Annee%202015.pdf](http://www.douane.gov.dz/pdf/r_periодique/Annee%202015.pdf)

²² Plusieurs affaires de corruption telles celles qui sont liées à Sonatrach, la compagnie pétrolière nationale ainsi qu'à l'autoroute Est-Ouest ont éclaboussé le paysage politique et le climat des affaires en Algérie, El Watan, 02/02/ 2011, p.4.

II. EVALUATION DES MOYENS ET CAPACITES DE LUTTE CONTRE LES MENACES SECURITAIRES

Durant toute la décennie qui a suivi la fin du processus électoral, l'Algérie avait combattu le terrorisme seul et a acquis une grande expérience en la matière qui lui a valu une juste reconnaissance de la part des pays voisins et des puissances occidentales. La doctrine algérienne en matière de contre-terrorisme s'est articulée autour de quelques fondements référentiels essentiels.

-Les moyens militaires

Sur le plan militaire, les groupes terroristes opérant au nord du pays sont presque totalement éradiqués à travers une vigilance continue, un redéploiement sur le terrain des forces de sécurité et l'acquisition d'équipement approprié à la lutte antiguerilla (satellites, radars de surveillance, détecteurs, drones et instruments d'observation nocturnes). Les media locaux ne manquent pas de rapporter régulièrement des opérations menées par les forces combinées qui ont permis l'élimination de terroristes dont le chef du groupe affilié à l'État Islamique en octobre 2016, le démantèlement de réseaux de soutien aux terroristes, la destruction de caches et casemates et la saisie d'importants lots d'armes.

Les retombées de la situation sécuritaire dans les pays voisins tant au Maghreb que dans la région du Sahel ont conduit les forces de l'ordre à renforcer le dispositif de lutte contre les groupes terroristes et les réseaux de trafic et de contrebande tout le long des frontières avec la mobilisation de plus de 40.000 djoundis, la mise en place de drones, postes de contrôle terrestres et la surveillance aérienne.

-L'assèchement des sources de soutien du terrorisme

Les forces de sécurité algériennes mènent une lutte contre les réseaux de soutien au terrorisme au sein de la population, notamment ceux impliqués dans le ravitaillement des groupes terroristes en denrées alimentaires et moyens logistiques. L'Algérie a développé le principe de non-négociation avec ces groupes dans le cas de prise d'otages et de demande de rançon ou d'échanges de prisonniers pour leur libération. Ainsi, les forces armées algériennes ont lancé un assaut décisif sur les terroristes qui avaient pris en otage une trentaine de travailleurs étrangers lors de l'attaque contre le complexe gazier de Tiguentourine et le gouvernement a refusé le paiement de 15 millions d'euros pour l'élargissement des diplomates kidnappés par le Mujao à Gao, au nord du Mali ou pour les échanger contre la libération de responsables terroristes emprisonnés par les forces de sécurité²³. Cet exemple illustre les efforts qu'a entrepris l'Algérie pour la consécration légale par les organisations internationales du principe de non-paiement de rançons.

L'Algérie avait aussi réagi avec vigueur à l'égard des autorités malientes à la suite de la libération de quatre militants réclamés par AQMI en échange de l'otage français, Pierre Camatte, en Février 2010 et rappelé son ambassadeur à Bamako en signe de protestation.

Sur le plan diplomatique, l'Algérie a œuvré avec vigueur pour la condamnation et l'interdiction du paiement des rançons en échange de la libération des otages par les instances internationales, notamment l'ONU et l'Union africaine. En revanche, des pays européens avaient versé des rançons pour obtenir la libération de leurs ressortissants pris comme otages par les groupes terroristes pour des raisons de politique interne, passant ainsi, outre leurs engagements à respecter le paiement de rançons.

-Les effets de la loi sur la réconciliation

De plus, des terroristes se sont rendus aux autorités dans le but de bénéficier des avantages de la loi sur la réconciliation ou concorde civile ; cette Charte devenue loi après l'aval du Parlement et le vote du peuple par référendum en septembre 2005, a fait suite aux dispositions de la Rahma ou clémence et prévoit une large amnistie en faveur des terroristes ayant déposé les armes et "n'ayant pas les mains entachées par le sang des victimes, commis de viols, de massacres et d'attentats à l'explosif dans les lieux publics". Les repentis ont bénéficié de l'insertion sociale et autres avantages financiers alors que les victimes de "la tragédie nationale" : familles de terroristes, celles des victimes du terrorisme ainsi que les ayants droit se réclamant de personnes disparues lors de la "décennie noire" ont aussi perçu des indemnités.

Sur le plan interne, certaines familles de victimes n'ont toujours pas accepté les mesures de grâce consenties aux repentis, alors que le Collectif des Familles de Disparus en Algérie (CFDA) a constitué plus de 8000 dossiers de personnes disparues et réclame toujours la vérité concernant le sort réservé à leurs proches. Le CFDA organise encore des sit-in et des actions de protestation dans les lieux publics.

Toutefois, la loi sur la réconciliation nationale a eu un impact positif au plan international dans la mesure où nombre de pays touchés par la menace terroriste ont exprimé un intérêt pour l'expérience algérienne en matière de résolution de conflits

²³ W. Moncef : "Le Mujao renoue le contact avec Alger," in Le Quotidien d'Oran, Juin-25, 2013, p3. Ces diplomates ont été finalement libérés le 30 Aout 2014.

internes. Par exemple Ban-Ki Moon, l'ancien Secrétaire Général des Nations Unies, a déclaré lors de sa visite en Algérie en Mars 2016 : "ce que j'ai appris de la politique de la Rahma m'a impressionné. Plutôt que de se laisser divisée par les terroristes, l'Algérie finit dans la solidarité".

-La politique de déradicalisation

Au plan des déclarations, les autorités algériennes semblent déterminées à lutter contre les extrémismes religieux. Ainsi, l'ancien ministre des Affaires religieuses, Bouabdallah Gharamallah, a déclaré que "le shiisme et le salafisme sont exclus de l'enseignement à l'école et que l'Algérie n'est ni shiite, ni salafie." Il a considéré comme "un cas isolé", le meeting organisé à Oum Al Bouaghi qui a réuni des centaines de jeunes salafis venus de toutes les régions du pays pour écouter le prêche du Sheikh Haytem Sahran, un théologien de la Mosquée de Médine et Mufti du ministère saoudien des Affaires étrangères²⁴. Le shiisme est un schisme religieux apparu en Arabie Saoudite après la sécession des adeptes du calife Ali, neveu et beau-frère du prophète Mohamed.

Aussi bien le salafisme que le shiisme sont considérés en Algérie comme des idéologies importées et leur propagation est interdite. Leurs adeptes sont considérés comme des militants qui utilisent la violence pour imposer leurs enseignements, préceptes et comportements sociaux et moraux qui diffèrent des croyances religieuses de la majorité du peuple algérien qui est largement sunnite et de rite malékite prônant un Islam tolérant et imprégné de valeurs véhiculées par les sectes maraboutiques, les zawiya²⁵.

L'actuel ministre des affaires religieuses en Algérie poursuit la même politique que son prédécesseur en s'attaquant aussi à des sectes auparavant inconnues en Algérie, tels que les "adeptes de Satan" ou les membres de la secte Al Ahmadiya dont le Gourou Mirzagh Goulam Ahmad (1835-1908) originaire du Pendjab en Inde, se proclame le messie venu réunir toutes les religions monothéistes sous la bannière de l'Islam.

Si le shiisme représente une pensée et une pratique interdites en Algérie, il semble, toutefois que, la politique des autorités, jugée molle à l'égard des salafistes qui considèrent la désobéissance aux gouvernements comme une apostasie, peut s'avérer inefficace à long terme, dans la mesure où les salafistes ont pour objectif d'endoctriner la population par la moralisation de la vie civile parfois violente et d'élargir leur base militante afin de se constituer en une force pouvant menacer la stabilité politique du pays.

L'État algérien semble en mesure d'éradiquer le phénomène terroriste à l'intérieur du pays, en témoignent la fin de l'insurrection islamiste grâce aux moyens militaires dont dispose l'armée algérienne, la politique de réconciliation nationale, les initiatives de déradicalisation, l'intégration des anciens militants dans les réseaux d'importation très lucratifs, les mesures d'insertion de jeunes dans des projets de développement ainsi que l'inclusion de beaucoup de militants islamistes dans les partis d'opposition légale.

La menace majeure pour l'Algérie demeure la situation sécuritaire pour les pays limitrophes ou frontaliers : Tunisie, Libye et Mali. Certes, l'Algérie a réussi à contrecarrer les incursions de terroristes venus de son voisinage immédiat, mais une instabilité durable dans cet espace géographique pourrait représenter une guerre d'usure pour ce pays, au regard d'une mobilisation accrue en moyens humains et matériels qui pourrait s'avérer, à la longue, très éprouvante et onéreuse.

²⁴ H.H ; Gharamallah , "L'algérien n'est ni Salafiste ni chiite", Liberté, 0/06/ 2012, p2. <http://www.liberte-algerie.com/actualite/gharamallah-algerien-nest-ni-salafiste-ni-chiite-109500/print/1>

²⁵Le malékisme est une doctrine influencée par l'imam Malik Ibn Anas (796 de l'ère moderne) qui se base sur le droit musulman en vigueur à Médine du temps du prophète Mohamed(QLSSL) et qui accorde une grande importance à l'opinion personnelle. Ce rite est principalement propagé en Afrique du Nord et subsaharienne.

III. CARACTERE TRANSNATIONAL DES MENACES ET NECESSITE D'UNE REPONSE COMMUNE

1-Le Sahel, " ceinture de feu "de l'Algérie

La région du Sahel est devenue le sanctuaire des groupes terroristes après les échecs subis en Algérie par les Groupes Salafistes de Prédication et de combat (GSPC) qui ont fondé une organisation dénommée Al-Qaeda au Maghreb Islamique (AQMI)²⁶. Celle-ci est active sur un vaste ensemble allant des confins sud de l'Algérie à toute la bande sahélienne. La chute du régime Libyen a fourni à ces groupes terroristes une base arrière, un support logistique et l'approvisionnement en armes de tous genres, y compris des lance-roquettes. Selon le président tchadien, Idriss Deby, "les islamistes radicaux sont en Libye. Hier, ils n'avaient pas de terrain, aujourd'hui ils en ont un : la Libye toute entière. Hier, ils n'avaient pas d'armes, maintenant, ils les ont toutes"²⁷. D'autres groupes sont apparus tels que "les signataires par le sang", fondé par Belmokhtar, un transfuge des GSPC, Ansar Eddine formés par un ex-chef de la rébellion Touareg malienne, Ayad Ag Ghali en 2012²⁸, et le Mouvement pour l'unicité, le Djihad en Afrique de l'Ouest (Mujao)²⁹. Ces groupes ont été renforcés aussi après le démantèlement des cellules terroristes en Europe, le retour des djihadistes de l'Irak et de l'Afghanistan.

Si AQMI et les groupes affiliés se targuent d'œuvrer pour l'instauration d'un État théocratique au Sahel et même au Maghreb et s'ils semblent bénéficier de liens avec les organisations opérant dans d'autres régions tels que Boko-Haram (Nigeria), Ach-Chabab (Somalie), Al-Qaïda dans la péninsule arabe (AQAP) et plus récemment l'État Islamique, il n'en demeure pas moins que ces groupes n'ont pas réussi à abattre les régimes des pays du Sahel, ni à constituer une réelle menace pour eux ou pour les pays occidentaux.

Tous ces groupes ont mené des opérations militaires que ce soit au Mali, Niger ou en Mauritanie. Ils bénéficient de l'apport de jeunes recrues venant des pays du Sahel et de la région Sub-Saharienne en raison du chômage, de la sécheresse, de la dislocation sociale, de l'absence de bonne gouvernance, de justice sociale et aussi à cause de l'endoctrinement religieux et du soutien financier fourni par des réseaux de contrebande, de vente de drogue et d'armes et de trafics humains.

2- Évaluation de la coordination anti- terroriste au niveau régional et sous régional

Le Comité des États- Major Opérationnel Commun (CEMOC) mis en place par l'Algérie avec le Mali, la Mauritanie et le Niger en 2011 pour coordonner la lutte anti-terroriste et dont le siège se trouve à Tamanrasset, ainsi que l'Unité de Fusion et de Liaison (UFL) regroupant des représentants des services de sécurité de l'Algérie et ses partenaires Sahélio-Sahariens pour l'échange d'informations sur les groupes terroristes n'ont pas eu des effets probants dans la lutte anti-terroriste en raison essentiellement de la faiblesse en logistique et entraînement des armées des pays du Sahel et leur incapacité à lutter efficacement contre les groupes terroristes qui sont mobiles, puissamment armés, bénéficiant de complicités locales et de l'imperméabilité des frontières.

Cette situation a fait que l'Algérie s'est retrouvée, encore une fois, seule et contrainte d'assurer sa sécurité nationale en premier lieu en raison des manquements par la Mauritanie et le Mali aux principes de la coordination anti-terroriste à l'échelle régionale. Ainsi, elle a été contrainte de faire face à l'activisme de groupes terroristes le long de ses frontières avec la Tunisie et la Libye mais surtout dans ses confins sahariens suite à la fuite massive des djihadistes de l'Adrar des Ifoghas au nord du Mali vers ses frontières sud en raison des dégâts subis à la suite de l'intervention Française au nord du Mali (opération Serval). Ainsi, les " Signataires par le sang ", renforcés par des éléments libyens et maliens avaient conduit des attentats-suicide à Tamanrasset en janvier 2012 ainsi que l'attaque contre le complexe de Tiguentourine situé près de Ain Amenas qui représente 10% de la production totale du gaz algérien.

²⁶ Cette organisation, dirigé par Abdelmalek Doudouk a prêté allégeance à AQMI en 2007 dans le but de s'attribuer l'impact médiatique et le soutien référentiel de Al-Qaïda et de l'aura dont jouissait Ben Laden auprès de jeunes musulmans et arabes se réclamant de l'islam radical ou de la tendance djihadiste.

²⁷ Interview du président tchadien Idriss Deby accordée au quotidien français, Le Figaro, citée par Liberté, 13/08/2013, p2.

²⁸ Ansar Eddine ont été créés en mars 2012, comptent entre 3000 et 5000 militants et s'activent principalement à Tombouctou et Kidal.

²⁹ Groupe fondé par Ahmed Ould Ammer et Hamada Ould Mohamed Kheirou de tendance djihadiste. Il compte environ 700 éléments permanents et nombre de sous-traitants.

Si la coopération régionale et sous régionale en matière de lutte contre les menaces sécuritaires est nécessaire, il reste que l'Algérie est déterminée à ne compter que sur ses propres forces en développant un consensus politique interne et en mobilisant ses forces militaires et humaines, sans toutefois négliger l'apport des autres pays du Sahel et des puissances étrangères qui doit être conçu, cependant, comme un complément et non comme un substitut aux efforts des pays du Maghreb et du Sahel dans leur lutte commune contre les différents risques et menaces.

En 2014, l'Algérie a consacré presque \$10 milliards en dépenses militaires pour rénover son arsenal militaire et renforcer ses capacités militaires³⁰.

IV. INTERETS STRATEGIQUES DE L'ALGERIE DANS L'ESPACE SAHELO-SAHARIEN

A. L'importance stratégique du Sahel par rapport à l'Algérie :

L'approche de l'Algérie concernant le Sahel n'est ni partielle ni conjoncturelle dans la mesure où les liens de ce pays avec la région sub-saharienne sont très anciens et multiformes et qu'ils sont intimement liés à la vision globale qu'ont les dirigeants algériens aussi bien de l'espace géostratégique régional que de la nature des affaires internationales et leurs mutations qui sont rapides et parfois imprévisibles.

1-La contiguïté géographique

Le Sahel constitue un prolongement naturel des confins sahariens de l'Algérie dans la mesure où elle partage une très longue frontière avec deux pays de la région du Sahel à savoir le Mali (1300 km) et le Niger (1200 km). Tout comme la partie nord de ces pays, le sud de l'Algérie est constitué de vastes ergs, d'immenses dunes de sables parsemées d'oasis où vivent des sédentaires alors que les zones de transhumance sont traversées par des populations nomades qui vivent d'une économie agro-pastorale, essentiellement.

2- Le substrat identitaire et culturel

Les Touareg résidant dans les parties méridionales du Mali, du Niger et du Burkina Faso sont originaires des peuples berbères du Maghreb central et jusqu'à présent, des liens unissent ces populations avec les Touareg vivant au Sud de l'Algérie et de la Libye. D'autres tribus peuplant le Sahel, tels que les Toubous et les Maures se réclament de l'appartenance au legs arabe. Toutes les populations Touareg sont des musulmans sunnites de rite malékite alliant les coutumes des confréries locales.

3- Le sédiment historique et politique

La dimension africaine de l'Algérie a des racines anciennes profondes datant du temps où ses habitants berbères (ou les Numides pour l'époque) s'opposaient à la domination de l'empire romain à partir du Xème siècle av J.C. L'un des rois berbères, "allié de Rome, mais non son vassal, Massinissa réussit à contenir les visées impérialistes de ses alliés à travers le célèbre slogan l'Afrique aux Africains"³¹. Plus tard, des tribus arabo-berbères, les Sanhaja du Maghreb central, ont rayonné sur les contrées sub-sahariennes en dominant dès 734 de l'ère moderne l'empire du Ghana fondé au 3ème siècle par les tribus Soninké qui, aujourd'hui encore, peuplent les régions Nord du Mali et le Niger³². De plus, les confréries Tidjania et Qadiriya, originaires de l'Algérie ont largement contribué à la propagation du rite maraboutique d'obédience malékite dans la région du Sahel, dès le 20ème siècle.

Les liens de solidarité avec le Sahel et partant avec le reste de l'Afrique, se sont poursuivis tout au long de la colonisation Française à travers la lutte de libération déclenchée en Algérie en Novembre 1954 qui a hâté les indépendances des pays de

³⁰ Nadja Bouaricha, Dépenses militaires : l'Algérie dans le top 20 mondial, El Watan, 14/12/2016 <http://www.djazairess.com/fr/elwatan/534978>

³¹ Massinissa, roi berbère (238-148 avant l'ère chrétienne) réussit à unifier tout le Maghreb numide, pour une courte période, cependant, Karim YOUNES : De la Numidie à l'Algérie : Grandeur et Ruptures (Casbah Editions, Alger, 2011) p.50.

³² Cet empire a régné de l'an 300 à 1240 et a englobé des parties des actuels Mali et La Mauritanie.

l'Afrique Sub-saharienne survenues à partir de 1960. À leur tour, ces pays apportèrent une aide diplomatique et logistique à la cause algérienne à l'exemple du Mali, notamment³³.

À son indépendance acquise en 1962, l'Algérie soutint l'émancipation politique, culturelle et économique des pays du Sahel à travers son adhésion à l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) en 1963 en tant que pays fondateur et à travers le projet d'intégration régionale au niveau de l'ensemble Sahélien initié en 1976 mais qui s'est avéré précaire en raison de la sécheresse qui a durement touché la région du sahel à partir de cette année.

B. Les fondements doctrinaux de la stratégie algérienne au Sahel

Au Sahel, l'Algérie va mettre en place la même stratégie qui découle de sa propre doctrine. Celle-ci s'inspire de l'expérience acquise par les dirigeants algériens qui privilégie la détermination de compter sur les propres moyens de leur peuple comme ce fut le cas lors de la guerre de libération contre le colonialisme français, ainsi que sur la préservation de l'autonomie de décision, comme ce fut la pratique après l'indépendance du pays.

Ainsi élaborée, la doctrine va s'articuler dans la pratique sur quatre paramètres essentiels.

1-L'intégrité territoriale des États

Ce principe reflète l'expérience propre des dirigeants algériens dans la mesure où ils ont réussi à préserver l'unité de leur peuple et l'intégrité territoriale de leur pays lors de la guerre de libération contre le colonialisme français. Aussi, il était logique que l'Algérie, devenue indépendante en 1962, ait résolument adhéré au principe de l'intangibilité des frontières héritées du colonialisme qui fut endossé par l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) à sa création en 1963. Ce souci était évident en réaction aux efforts déployés par le Maroc afin de forcer les dirigeants algériens à ouvrir des négociations sur la révision du tracé frontalier sous le prétexte qu'une large portion du territoire du Maroc avait été arbitrairement concédée à l'Algérie lors de la colonisation française du Maghreb. Depuis la guerre qu'avait déclarée le Maroc à l'Algérie en mars 1963 au sujet des frontières, l'irrédentisme territorial marocain ne s'est pas estompé, du moins dans les déclarations de dirigeants de partis politiques et des médias, surtout après le soutien accordé par l'Algérie au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination dans le cadre du processus onusien de décolonisation.

Les tentations séparatistes exprimées, d'une manière sporadique, par des groupes Touareg au Niger ou au Mali sont ressenties par les dirigeants algériens comme non seulement une violation du principe de l'intangibilité des frontières, mais aussi comme des risques de fragmentation des États pouvant mener à des conflits sectaires ou nationalistes très étroits et à la déstabilisation de toute la région sahélo-saharienne. Ahmed Ouyahia, Directeur de Cabinet à la présidence de la république algérienne a déclaré que : "l'Algérie n'acceptera jamais une remise en cause de l'intégrité territoriale du Mali"³⁴.

Cet attachement à l'intangibilité des frontières explique l'opposition de l'Algérie par le passé, aux tentations de sécession comme ce fut le cas au Biafra (Nigeria) en 1967-1970 au Shaba ex-Katanga (Congo) en 1978. Elle a aussi dû ressentir, au niveau de ses positions idéologiques, des déceptions en raison du partage du Soudan en Juillet 2011 comme elle doit également nourrir des appréhensions à l'éventualité de la fragmentation des États en Iraq, Syrie et Libye.

2- La lutte anti- terroriste, ' une vigilance continue'

La lutte contre le terrorisme doit être implacable et sans concessions en ce qui concerne les groupes qui sont impliqués dans les attentats, les assassinats de militaires ou de civils et la destruction de biens publics et qui n'acceptent pas de déposer les armes. L'ancien Premier ministre algérien et actuel chef de cabinet de la présidence, Ahmed Ouyahia traduisit cette 'doctrine anti-terroriste' par : "le traitement par l'assèchement du soutien au sein de la population. La lutte implacable de l'État, avec

³³Les troupes de l'armée de libération Algérienne (ALN) disposaient de bases arrière au Nord du Mali. A ce titre, l'actuel Président Abdelaziz Bouteflika était connu par son nom de guerre à savoir Commandant "Abdelkader Al Mali" du temps où il s'activait dans la région frontalière entre l'Algérie et le Mali.

³⁴H. Raoui, 'Ouyahia : l'Algérie n'acceptera jamais une remise en cause de l'intégrité territoriale du Mali, <http://www.algerie-focus.com/2012/04/ahmed-ouyahia-lalgerie-nacceptera-jamais-une-remise-en-cause-de-lintegrite-territoriale-du-mali/> 6 Avril 2015.

toute la rigueur de sa loi et de sa force. C'est ce qui nous permet, de temps en temps, de mettre la main sur un groupuscule et d'abattre ceux qui n'acceptent pas de se rendre. Une vigilance permanente³⁵.

À partir de sa propre expérience de lutte contre le terrorisme, l'Algérie a développé le principe de non-négociation avec les groupes terroristes dans le cas de prise d'otages et de demande de rançon échange de la libération de prisonniers.

3- La politique du compter sur soi-même

La lutte contre le terrorisme au Sahel doit être menée par les pays concernés eux-mêmes en premier lieu et surtout, sans ingérence de pays étrangers. Cette approche commune proposée par l'Algérie s'inspire encore une fois de sa doctrine consacrée dans les textes relatifs à l'élaboration et à la conduite de la politique étrangère qui prône la non-ingérence dans les affaires internes d'autres pays. Cette attitude émane, implicitement, de la crainte d'une immixtion étrangère dans les affaires domestiques et de l'érosion de la souveraineté nationale que les dirigeants algériens affirment avoir chèrement acquise lors du combat libérateur contre le colonialisme français. La quête de la solidarité et de soutien des autres puissances doit être perçue, uniquement, comme un apport à la politique de coopération et de coordination mise en place par l'Algérie et ses partenaires de la région du Sahel et non pas comme un substitut à cette coopération.

4-La solution politique aux conflits et dialogue inclusif

"On sait comment les guerres commencent, on ne sait pas cependant, comment elles se terminent". Ce constant imprégné de réalisme politique a été exprimé par Abdelkader Messahel en de nombreuses occasions³⁶. Les conséquences désastreuses de l'intervention militaire de l'OTAN en Libye lui ont certainement donné raison. Pour éviter les incertitudes d'une intervention militaire et de la solution du tout sécuritaire, les dirigeants algériens arguent qu'une solution politique basée sur un dialogue inclusif et la réconciliation nationale demeure le meilleur moyen susceptible de résoudre les conflits d'une manière juste et durable.

C. La mise en œuvre de la stratégie algérienne au Sahel

Mesurant la gravité de la situation au Sahel et les dangers que peuvent provoquer ses prolongements sur la sécurité et la stabilité nationales et tout en continuant à combattre "le terrorisme résiduel" sur le territoire algérien, l'Algérie s'est attelée à mettre en œuvre avec ses partenaires de la région du Sahel une stratégie bilatérale et commune basée sur la concertation et la coopération entre les différents corps d'armée et services de sécurité ; et à assumer le rôle de broker pour faciliter le règlement des conflits au Sahel dans un cadre sous –régional.

1. Le renforcement des mécanismes de sécurité entre l'Algérie et les pays du Sahel

Sur le plan bilatéral, l'Algérie a réactivé le comité frontalier avec le Niger pour assurer la sécurisation de la zone frontalière et la coordination entre les services de sécurité des deux pays à la faveur du mécanisme de coopération institué par le protocole d'accord signé à Alger le 30 octobre 1997. Elle a aussi réactivé les travaux de la commission mixte algéro-malienne qui se sont tenus à Alger en Mars 2014 et qui ont été couronnés par la ratification d'un accord de coopération en matière de défense. Elle a également abrité en avril 2014, la 2ème session du comité bilatéral stratégique algéro-malien sur la situation au nord du Mali à laquelle s'étaient joints le Mali, le Niger, la Mauritanie et le Burkina Faso.

Sur le plan régional, l'Algérie a mis en place, avec ses partenaires du Sahel, un mécanisme de coopération dévolu à la lutte anti-terroriste par le biais de la création du CEMOC et de l'UFL tel que précédemment cité. Plusieurs meetings avaient regroupé les ministres de la défense de l'Algérie et des pays du Sahel et plusieurs rencontres se sont tenues entre leurs chefs de la sécurité nationale³⁷. Cette coordination a permis de conduire des opérations conjointes sur le triangle frontalier algéro-malien et mauritanien.

³⁵ Interview accordée au journal Le Monde en avril 2012, l'Algérie défend "l'intégrité du Mali, <http://afrique.blog.lemonde.fr/2012/04/06/la-rebellion-touareg-proclame-la-secession-au-nord-mali>

³⁶ Notamment lors d'une rencontre tenue à Alger le 8 Septembre 2015 entre le Ministère des Affaires Étrangères et un groupe d'enseignants de la Faculté de Sciences Politiques dont l'auteur, Université Alger 3.

³⁷ La dernière réunion de responsables des services de renseignements s'était tenue à Ouagadougou en Mai 2014.

2. Un rôle de " broker" ou facilitateur de résolution de crises dans un contexte difficile

Les efforts de médiation de l'Algérie dans les conflits ayant opposé les Touareg au pouvoir central, soit au Niger ou au Mali où l'État de l'Azawad fut proclamé au nord de ce pays en 2012, n'entrent pas dans la logique de bons offices temporaires et ne sont teintés ni d'intérêts étroits, convoitises particulières encore moins de tentation d'hégémonie régionale, comme semble le suggérer une analyste de la politique algérienne au Sahel³⁸.

Le rôle de broker que l'Algérie a toujours assumé émane de sa position de stakeholder (partie concernée par l'enjeu sécuritaire)³⁹ et a été salué par tous les protagonistes du conflit malien quoique des éléments appartenant au MNLA aient essayé, parfois, de vouloir impliquer d'autres puissances étrangères à la région du Sahel dans les efforts de médiation avec les autorités maliennes. Cependant, la confiance de la communauté internationale en l'impartialité, le bon sens et la perspicacité dont a fait preuve la diplomatie algérienne a fini par placer l'Algérie comme chef de file de la médiation internationale dans le conflit malien⁴⁰.

Les efforts entrepris par l'Algérie pour rapprocher les positions des différentes parties au conflit au Mali ont débouché sur la signature d'un accord de paix conclu à Alger le 15 Mai et à Bamako le 20 Juin 2015 lors d'une cérémonie à laquelle étaient conviés des officiels algériens à la rencontre de Bamako.

Pour rendre effectives les mesures prises à Alger lors des négociations entre les parties au conflit du Mali, un Comité International de Suivi et de Réconciliation a été installé à Bamako le 21 Juin sous la présidence de l'Algérie. Depuis, ce comité a tenu des rencontres pour mettre en œuvre le processus de paix enclenché à Alger, mais se heurte toujours aux dissonances et conflits d'intérêts exprimés par les signataires de l'accord d'Alger.

3. L'utilisation des moyens autres que militaires

La lutte contre l'extrémisme religieux qui est considéré par les Algériens comme la matrice nourricière du terrorisme repose sur une politique visant à réhabiliter les valeurs ancestrales, notamment l'image d'un Islam tolérant et ouvert, semble être mise en œuvre au niveau du système éducatif et au niveau des mosquées récemment. Le but déclaré consiste à contrer efficacement les idéologies importées et le prosélytisme contraire au rite malékite qui est prédominant non seulement au Maghreb mais aussi au niveau de la région Sahélo-Saharienne.

L'Algérie a lancé une formation religieuse aux étudiants provenant des pays du Sahel à l'Université d'Adrar et au niveau de l'Institut islamique de Tamanrasset dans le Grand Sud algérien. Elle a aussi fait appel à une coordination entre les pays du Sahel contre l'extrémisme religieux et violent. À cet effet, Alger a abrité en janvier 2013 le Congrès Constitutif de la ligue des Oulémas, prêcheurs et imams venant d'Algérie et des pays du Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie et Niger). Deux autres rencontres ont eu lieu dans la capitale algérienne en Avril 2013 et Novembre 2015. Lors de cette dernière conférence, le président de cette ligue, Cheikh Daouda Abdou Boureima du Niger, a rappelé que la lutte contre les groupes terroristes "ne se fait pas par la seule force militaire mais en cultivant les valeurs de tolérance et les fondements de l'Islam" et que l'extrémisme religieux qui sévit dans les sociétés "est la responsabilité de tous"⁴¹.

4. Des synergies insuffisantes pour la stratégie algérienne au Maghreb et au Sahel

Au Sahel, si la stratégie de l'Algérie dans cette région a connu des réactions positives et servi les intérêts nationaux propres à ce pays, il s'avère que des considérations propres aux autres pays du Sahel ne soient pas conformes aux intérêts de l'Algérie en ce qui concerne la sécurité et la stabilité au Maghreb et dans la région Sahélo-Saharienne. Ces considérations peuvent être ainsi résumées :

-Le recours du Mali, apparemment au nom de la Communauté Économique de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) à l'intervention française au nord du Mali (Opération Serval) après la rébellion conduite par des groupes indépendantistes Touaregs et

³⁸ L. Aida Ammour, 'Regional Security Cooperation in the Maghreb and the Sahel: Algeria's pivotal Ambivalence', Africa Security Brief, no 18, Africa Center for Strategic Studies, National Defence University, Washington, February 2012 et L. Aida Ammour, 'Is a Renewed Algerian Diplomacy Emerging?', 05 March 2015 <http://www.thebrokeronline.eu/Blogs/Sahel-Watch-a-living-analysis-of-the-conflict-in-Mali/Is-a-renewed-Algerian-regional-diplomacy-emerging>

³⁹ Y. Ait Akdim, "Que cherche le Maroc en Afrique ? ", Jeune Afrique, No 2731 du 12 au 18 Mai 2013, pp. 22-27.

⁴⁰ Le processus de médiation engagé en 2014 par l'Algérie a été rejoint par les Nations Unies, l'Union Africaine, la Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest, l'Organisation de la Coopération Islamique, l'Union Européenne, la Mauritanie, le Niger et le Tchad.

⁴¹ Algérie Presse Service, 3 Novembre 2015.

l'émergence de groupes Djihadistes. L'Algérie s'est toujours opposée à une intervention étrangère dans les règlement des conflits internes que ce soit en Afrique (Mali et Libye) ou dans le monde arabe (Irak et Syrie) au nom du principe de non-ingérence dans les affaires domestiques des États.

-La création d'un mécanisme sécuritaire au niveau de la région du Sahel dénommé G5, regroupant la Mauritanie, le Mali, Le Niger, le Burkina Faso et le Tchad. L'Algérie a perçu cette initiative comme une tentative de soustraire ces pays de son rôle incontesté dans la lutte commune contre le terrorisme. Un analyste des affaires politiques africaines considère la création de ce nouveau cadre de coopération comme une "alliance diplomato-militaire," ayant un commandement militaire unique de la bande sahélienne, disposant de 3000 hommes "prépositionnés" et d'un chapelet de bases militaires françaises qui va "ceinturer la frontière sud de l'Algérie et de la Libye"⁴².

-Faiblesse de la coopération en matière de la lutte contre le terrorisme au Maghreb en raison du manque de confiance entre les pays de cette région. En effet, il semble que la politique "de chacun pour soi" semble prédominer, ce qui explique la carence de l'Union du Maghreb Arabe (UMA) depuis les années 2000.⁴³ Toutefois, une bonne entente semble exister entre l'Algérie et la Tunisie dans le cadre de la lutte contre les groupes terroristes, notamment ceux qui opèrent dans les monts Chaambi, à proximité de la frontière algérienne, mais avec la Libye, l'Algérie n'a pas d'interlocuteur fiable étant donné la fragmentation du pouvoir dans ce pays et l'importance des factions djihadistes proches de l'État Islamique (EI) dans le paysage politique Libyen. Malgré la détérioration de la situation politique et sécuritaire en Libye, l'Algérie poursuit ses efforts tendant à trouver une solution politique à la crise que connaît son voisin de l'Est sur la base du dialogue national inclusif, en dehors d'interférences extérieures dans les affaires libyennes ou d'intervention militaire de la part de puissances étrangères.

Les relations perturbées entre l'Algérie et le Maroc en raison principalement de désagréments sur le devenir du Sahara Occidental⁴⁴ n'ont pas permis d'établir des mécanismes de sécurité collective au niveau du Maghreb. Les deux pays mènent au niveau du Maghreb et dans la région sahélienne des stratégies individuelles dans la lutte contre le terrorisme et les réseaux de contrebande qui leur sont affiliés. Au niveau du Sahel, l'Algérie est pleinement investie dans des mécanismes de lutte commune contre le terrorisme avec les pays du Sahel, notamment par la mise en place en avril 2012 du CEMOC avec le Mali, le Niger et la Mauritanie et par les efforts de médiation dans les conflits au Mali et en Libye, alors que le Maroc a tenté, sans succès tangibles cependant, de mettre en place un cadre de coordination sécuritaire avec les pays africains ayant une façade atlantique et de revigorer l'organisation des États du Sahel (CENSAD) qui se trouve dans une totale agonie depuis la disparition du colonel Kadhafi, le fondateur et bailleur de fonds de cette organisation.

L'adhésion du Maroc à l'Unité Africaine (UA) en janvier 2017 pourrait perturber le fonctionnement de cette organisation continentale sur la base des positions opposées qui ne manqueront pas de s'afficher entre les partisans du principe du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et ceux favorables du maintien du Sahara Occidental sous occupation marocaine.

V. STRATEGIES SECURITAIRES DES AUTRES PARTENAIRES DE L'ALGERIE DANS LA REGION SAHELO-SAHARIENNE

1. Soutien à l'assistance internationale et refus d'ingérence étrangère au Sahel

Conformément aux textes constitutionnels, l'Algérie s'est tenue à ne pas s'engager dans des opérations militaires contre le terrorisme au-delà de ses frontières et s'est fermement opposée à toute intervention étrangère que ce soit en Libye ou au Sahel et au Mali, d'une manière particulière. Pour les dirigeants algériens, les réalités complexes de ce pays ne sont nullement solubles dans une option strictement militaire et que la stabilité dans ce pays exige une solution politique globale. Malgré leur capacité de nuisance, les groupes terroristes ne sont pas en mesure de créer un "Sahelistan" vu que de larges segments des populations Touareg n'adhèrent pas à l'idéologie salafiste et ne soutiennent pas le projet de création d'un État

⁴² Jean-Pierre Sereni, Coordination militaire discrète entre l'Algérie et la France dans le Sahel. Un tournant dans les relations algéro-françaises ? 15/05/2014, http://orientxxi.info/magazine/coordination-militaire-discrete-entre-paris-et-alger-dans-le-sahel_0591

⁴³ L'UMA a été créée à Marrakech en 1989 pour engager le processus d'intégration politique et économique régionale entre l'Algérie, le Maroc, la Tunisie, la Libye et la Mauritanie.

⁴⁴ L'Algérie soutient le droit du peuple à l'autodétermination en conformité avec les résolutions onusiennes et le Maroc clame ce qu'il perçoit comme des "droits historiques" sur ce territoire

théocratique. De plus, ni l'Algérie, ni la Libye ou les autres pays n'accepteront la fragmentation du Mali qui pourrait mettre en danger la stabilité de la région du Sahel toute entière. Par contre, il y a un risque d'une déflagration généralisée par une intervention militaire étrangère plus accrue que celle représentée par les contingents des forces armées, et ce malgré la mise en place par les Nations Unies d'une Mission Multidimensionnelle Intégrée pour la Stabilisation au Mali (MINUSMA). Une telle possibilité pourrait conduire au "scénario pakistanais" aux frontières sud de l'Algérie, selon les déclarations d'anciens diplomates algériens⁴⁵.

2. L'accommodation des stratégies des puissances étrangères à la démarche algérienne au Sahel

Les pays occidentaux semblent avoir souscrit à l'évidence que l'Algérie constitue un État pivot dans la lutte contre le terrorisme transnational et qu'elle reste incontournable dans les efforts du maintien de la stabilité au Sahel. Durant sa visite à Alger en Juin 2013, le Secrétaire Général de l'OTAN déclara que l'Algérie reste "active dans la coopération militaire, la lutte contre le terrorisme, la politique et la stratégie de défense, les plans civils d'urgence, la coopération scientifique, la gestion de crises et la non-prolifération"⁴⁶.

L'Algérie a réussi aussi à gagner le soutien de l'Union Européenne à sa démarche, tel que manifesté à travers les visites à Alger de Catherine Ashton, le Haut représentant aux affaires étrangères et à la politique de sécurité en novembre 2012 et celles de Michel Reyverand de Menthon, le représentant spécial pour la région du Sahel et Gilles Kerchove, le coordinateur pour la lutte anti-terroriste en janvier 2014.

Les USA se sont aussi accommodés de la position algérienne dans la mesure où leur proposition faite à l'Algérie "de s'engager dans des opérations tant à l'intérieur, et peut être, d'une manière limitée à l'extérieur des frontières, après l'attaque du complexe gazier de Tiguentourine"⁴⁷ a laissé la place à la reconnaissance par Washington de la complexité dans laquelle s'est retrouvée l'Algérie, suite à l'embrasement des régions frontalières (Tunisie,

Libye et le Mali) en raison de l'activisme des groupes terroristes. Dans un message adressé au Président algérien Abdelaziz Bouteflika, le Président américain Barak Obama a tenu à "saluer le rôle que l'Algérie mène dans la lutte mondiale contre le terrorisme. Il a aussi affirmé à l'intention des dirigeants algériens que : "nous sommes trop conscients des dangers de l'extrémisme à la fois dans votre pays et dans la région, et le peuple américain est à vos côtés alors que vous faites face de front à cette menace"⁴⁸.

N'ayant pas d'intérêts stratégiques vitaux en Afrique et encore moins au Mali⁴⁹, et étant embourbés dans les conflits en Irak et en Afghanistan, les Américains semblent privilégier une assistance militaire soutenue aux pays du Sahel pour faire face au terrorisme et ne semblent pas souhaiter l'installation d'une base permanente au Sahel pour abriter le siège du Commandement Militaire Américain pour l'Afrique (AFRICOM)⁵⁰.

Par contre, la France dont les intérêts stratégiques et économiques sont importants dans la région du Sahel,⁵¹ ne s'est pas empêchée d'intervenir militairement au Mali par l'envoi de 4800 soldats dans le cadre de l'opération 'Serval.' Malgré des susceptibilités sur le plan politique héritées du passé, l'Algérie a accepté d'aider la France en ouvrant son territoire aérien aux vols effectués par des avions militaires dans le cadre des opérations militaires au Nord du Mali, suite à la visite du

⁴⁵El Watan, Octobre 11, 2012, p2

⁴⁶Liberté, Mai-25, 2013, p2

⁴⁷New York Times, Février 26- 2013 in Le Quotidien d'Algérie, Février-28, 2013 p2.

⁴⁸M.B, Obama-Bouteflika: only antiterrorisme, Liberté, 20/02/2017, <http://www.liberte-algerie.com/actualite/obama-bouteflika-only-antiterrorisme-192088>

⁴⁹Beaucoup d'analystes ont souligné le désir des États Unis de s'accaparer des gisements pétroliers prometteurs de l'Afrique de l'Ouest dans le but de réduire ses importations du Moyen-Orient devenu plus instable et plus imprévisible et de faire face à la concurrence de la Chine, mais il s'est avéré que les USA ont non seulement renouvelé leurs réserves en matière énergétique mais qu'ils peuvent devenir exportateurs d'hydrocarbures après l'exploitation du pétrole et du gaz de schiste. En fait, le commerce des USA avec l'Afrique a décrû de 80% au cours de la dernière décennie.

⁵⁰Déjà en 2003, les USA ont mis en place " Pan-sahel l'initiative"(PSI) dans le but de consolider les capacités d'intervention rapide du Mali, Niger, Mauritanie et le Tchad et en 2005 la PSI a évolué en Trans-Sahara Counter- Terrorism Partnership (TSCP) auquel avait participé l'Algérie au côté des autres pays du Sahel.

⁵¹La France exploite les mines d'or du Mali (3ème producteur de ce mineraï en Afrique et les gisements d'uranium situés au Nord du Niger non loin de la région située au nord du Mali). Elle a investi 1.5 millions d'Euros dans une mine d'uranium au Nord du Niger proche aussi de la région du nord du Mali pour satisfaire les besoins de ses réacteurs nucléaires (75% de l'énergie électrique de la France provient de l'énergie nucléaire).

président Français François Hollande à Alger en Décembre 2012⁵². Selon des média locaux, l'Algérie a, peut-être, aussi aidé la France en renseignements sur les groupes terroristes opérant dans la région du Sahel et en ravitaillant les troupes françaises en carburant à la frontière avec le Mali après la venue du Ministre de la Défense français à Alger en Mai 2014⁵³.

Cependant, il n'y a pas de confirmation d'une coopération entre les armées algérienne et française dans le Nord du Mali, contrairement à la déclaration faite par le président de la région Capa, Michel Vauzelle au journal régional " la Provence en Octobre 2013, " ni d'implication militaire directe des forces de sécurité algériennes dans cette région.⁵⁴ Lors de sa visite à Alger intervenue dans la capitale algérienne en juin 2014, Laurent Fabius, Ministre des affaires étrangères français a salué " le rôle pacificateur de l'Algérie au Mali et au Sahel.

VI. QUELQUES RECOMMANDATIONS POUR AMELIORER LA SITUATION SECURITAIRE AU MAGHREB ET DANS LA REGION SAHELO-SAHARIENNE

Au niveau des entités politiques

- Renforcer l'État de droit, le respect des libertés collectives et individuelles, bannir la fraude électorale et lutter efficacement contre la corruption et la bureaucratie.
- Réduire les inégalités sociales, lutter contre le chômage et promouvoir les régions.
- Encadrement institutionnel des Fatwas (avis religieux), formation d'imams et de mourchidates (femmes pouvant assurer les mêmes tâches que les hommes à l'exception de conduire les prières), consolider le rôle des Zawiya (associations maraboutiques) prêchant le rite malékite et lutter contre l'extrémisme religieux à travers l'école, les mosquées et les médias.
- Programmer des émissions religieuses de qualité qui prônent l'Islam tel que pratiqué au Maghreb et au sahel depuis des siècles afin de concurrencer les chaînes de télévisions du Moyen-Orient.
- Tarisser des sources de financement du terrorisme, prise en charge des éléments djihadistes revenant d'Irak et Syrie et encourager la repentance et la déradicalisation au niveau des centres pénitentiaires.

Au niveau du Maghreb

- Réactiver l'UMA, en renforçant l'intégration économique régionale et en encourageant les forces du marché et les initiatives privées.
- Résoudre la question du Sahara Occidental en conformité avec les résolutions de l'ONU relatives au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination.
- Nécessité de mettre en place et renforcer les mécanismes de sécurité tels qu'envisagés par l'Architecture Pour la Paix et la Sécurité en Afrique (APSA) tels que le conseil de la paix et de la sécurité, le comité des sages, les mécanismes d'alerte précoce, la force africaine en attente et un budget.
- Mise en place d'un organisme commun de lutte contre le trafic de drogue et création d'un observatoire sur la migration illégale.

⁵² Un accord de coopération dans le domaine de la Défense, a été signé entre l'Algérie et la France en 2012, Zahir Mehdoui, Coopération militaire : Le chef d'état-major de l'armée française à Alger, http://www.algeria-watch.org/fr/article/pol/france/de_villiers_alger.htm.

⁵³ El Watan, Mai-22, 2014, p2.

⁵⁴ Lilia Oufella, les armées algérienne et française participent au nord-mali selon un rapport français (Koulouba, 20/10/2013 <http://koulouba.com/crise-malienne/les-armees-algerienne-et-francaise-participent-au-nord-mali-selon-un-rapport-francais> <http://koulouba.com/crise-malienne/les-armees-algerienne-et-francaise-participent-au-nord-mali-selon-un-rapport-francais/pol/mali/coop-algero-francaise.htm>)

Au niveau de la région Sahélo- Saharienne

-Renforcement des opérations du CEMOC et UFL (entre Algérie et pays du Sahel) pour une lutte coordonnée contre les groupes terroristes transfrontaliers et éviter la duplication des cadres de coopération contre le terrorisme, comme par exemple le G5 Sahel

-Renforcement de la Ligue des Oulémas des pays du Sahel.

-Favoriser les échanges entre les populations limitrophes, initier des projets structurants (micro-entreprises, petites industries, fabrication artisanale) pour les régions de part et d'autre des frontières et créer des centres de formation pour l'insertion professionnelle des jeunes.

CONCLUSION

Cette étude a tenté de cerner quelques risques et défis pouvant menacer la sécurité de l'Algérie dans un contexte instable, et parfois violent, tant au niveau du Maghreb que dans la région Sahélo-Saharienne.

Les dangers les plus importants pour l'Algérie émanent des groupes terroristes opérant au Maghreb (Libye et Tunisie) et des confins Sahariens (Mali, Niger et Mauritanie) ainsi que la propagation de l'idéologie Salafiste et l'extrémisme religieux qui pourraient saper la cohésion sociale du pays à long terme.

Toutefois, il semble que la menace la plus sérieuse à court reste la situation économique et sociale dans le cas où les autorités publiques ne seraient pas en mesure de réduire la dépendance de l'économie algérienne sur les hydrocarbures et dans le cas où elles échoueraient dans les efforts initiés pour trouver des sources de revenus alternatives urgentes afin de faire face aux dépenses publiques et satisfaire les besoins d'une population toujours plus exigeante.

Le spectre des événements d'octobre 1988 qui ont traduit un clash entre les clans qui compossait le régime de l'époque, suite à l'exacerbation de la crise économique due à la baisse drastique des prix du pétrole, est toujours vivace dans la mémoire de beaucoup d'Algériens, quoique les dirigeants actuels restent optimistes quant à une augmentation relative des cours pétroliers et la réussite des réformes qu'ils ont engagées pour diversifier l'économie algérienne et promouvoir les secteurs à forte valeur ajoutée tels que l'agriculture, la pétrochimie, l'industrie automobile, le tourisme, les énergies renouvelables (éolienne et solaire).

Comment consolider le front interne et résoudre aussi la question de l'alternance politique et la succession qui se pose avec acuité en période d'échéances électorales surtout, sont autant de questions qui sont l'objet d'analyses et de réflexions de la part d'experts et chercheurs étrangers de manière récurrente. À titre d'exemple, Vish Sakthivel s'est posé la question de la succession en Algérie dans un article paru dans la revue US Foreign Policy en date du 15 Décembre 2015. De plus, un rapport établi par le Washington Center for Near East Policy en janvier 2017⁵⁵ et une étude concoctée par Pierre Joffé, un spécialiste de l'Afrique du Nord publiée par le Collège de Défense de l'OTAN basé à Rome⁵⁶, semblent prédire, selon des médias algériens, des perspectives pessimistes pour le devenir l'Algérie qui ne reflètent pas les réalités, selon notre propre analyse.

⁵⁵ Washington Near East Policy Sees Bleak prospects for Bouteflika' succession, the north African Post, 09/02/2017, <http://northafricanpost.com/16378-16378.html>

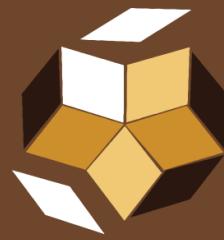
⁵⁶ Abdou Semmar, Stabilité, l'Algérie "égratignée" dans un rapport de l'OTAN, 12/02/2017, <http://www.algerie-dz.com/forums/archive/index.php/t-395946.html>. Ayant moi-même bénéficié d'une bourse de recherche octroyée par le Collège de Défense de l'OTAN, je peux avancer que l'étude, élaborée par Pierre Joffé, n'engage la responsabilité que de son auteur et non pas celle de l'Alliance de l'Atlantique Nord.

BIBLIOGRAPHIE

- Abdelkader Abderrahmane, "hope for reviving the Arab maghreb Union," ISS, Addis Ababa, 8 Février, 2012.
- Achy Lahcen, "The Arab Spring revives Maghreb Integration", Carnegie Endowment for International Peace, 06 Mars, 2012.
- Addi Lahouari, " Solutions pour une sortie de crise en Algérie", El Watan, 07 Février, 2011.
- Ait Akdim,Y " Que cherche le Maroc en Afrique ? "Jeune Afrique, No 2731, 12-18 Mai, 2013, pp.22-27.
- Amghar, S, Le Salafisme aujourd'hui : Mouvements sectaires en Occident, Paris, Editions Michalon. 2010.
- Ammour L. Aida, "Is a Renewed Algerian Diplomacy Emerging?" 05Mars,2015, <http://thebrokeronline.eu/Blogs/Sahel-Watch-a-living-analysis-of-theconflict-in-Mali/Is-a-renewed-Algerian-regional-diplomacyemerging>
- Ammour L. Aida, "Algeria's role in the Sahelian security Crisis", International Journal of Stability, Security and Development, London, Juin, 2013.
- Ammour L. Aida, Regional Security Cooperation in the Maghreb and the Sahel: Algeria's pivotal ambivalence", Africa Security Brief, No 18, Africa Center for Strategic Studies, National Defence university, Washginton, Février, 2012.
- Bedzigu Y "Les conflits en Afrique : une résolution improbable" http://www.Afri-ct.org/IMGpdf11_Bedzigu_Afrique.pdf . La gestion des conflits en Afrique : un défi permanent, Centre de Développement de l'OCDE, 1998.
- Bellin Eva, "A modest Transformation: Political Change in the Arab World after the "Arab Spring", in Henry, M. Clement, Jang Ji- Hyang (Eds): "The Arab Spring Will it lead to democratic Transitions?" South Korea, The Asian Institute for Policy Studies, 2012, pp 33-52
- Bigoni Michele, "The Union Of The Arab Maghreb And Regional Integration: Challenges And Prospects" <http://epthinktank.eu/2014/01/16/the-union-of-the-arab-maghreb-and-regional-integration-challenges-and-prospects>
- Bouandel, Y, "Political Parties and the transition from authoritarianism: the case of Algeria", in The Journal of Modern African Studies, Cambridge University Press, Volume 41, Issue 01, 2003, pp1-22.
- Byrne, E, "Algerians to go to Polls in Nation left behind by Arab Spring," The Guardian, May 9. 2012.
- Cavatorta, F, "Geopolitical Challenges to the Successes of Democracy in North Africa, Democratization," Volume8, Issue 4, December, 2012, pp175-194.
- Chevènement Jean-Pierre, "Enjeux sécuritaires transfrontaliers dans l'espace euro-méditerranéen," http://www.chevenement.fr/Enjeux-securitaires-transfrontaliers-dans-l-espace-euro-mediterraneen_a1611.html
- Clastres Pierre, La Société contre l'Etat, Editions de minuit, Paris, 1974.
- Cristiani Dario, "Algeria's Political Transition Begins in the Midst of Major Security Challenges", in Terrorism Monitor, Volume: 12 Issue: 9, 2012.
- Dris-Ait-Hammadouche Louisa "Algeria in the face of the Arab Spring: Diffuse Pressure and Sustained Resilience", in Mediterranean Politics, 2012, pp161-166.
- Faour M. Islamists and Education in the Arab World," Carnegie Middle East Center, April 4, Carnegie-mec.org/publications/?fa=49078, retrieved 27/4 2011, 2012.
- Gel Vladimir, "Post-Soviet Transitions and Democratization: Towards Theory-Building", Democratization, Frank Cass, London, No 10, Volume 2, pp. 87-104, 2003.
- Hammoudi Kahina (2015), " La CNLTD dévoile sa Plateforme politique et ses propositions pour une transition démocratique", <http://WWW.tsa-algerie.com/2014/05/31plateform-politique-de-la-conférence-pour-la-transition-democratique-la-coordination-pour-les-libertés-propose-un gouvernement-consensuel-de-transition>.
- Henry M. Clement, Jang Ji- Hyang (Eds): "The Arab Spring.Will it lead to democratic Transitions?" Korea, The Asan Institute for Policy Studies,2012.
- Iratni Belkacem, "The aftermath of Arab Spring revolution: Political consensus or power transition in Algeria? A Critical Assessment," in Eva Szczepankiewicz-Rudzka, Aissa Kadri (Eds): North Africa in the Process of Change, Ksiegarinia Akademica, Krakow, 2015, pp 189-206.
- Iratni, Belkacem, "NATO-Maghreb Relations: Some critical assessments from the South Mediterranean countries, Strategia, IMDEP,Alger, special issue, May 2015, pp 20-32.
- Iratni Belkacem, "The Rebellion in Mali : La Quête d'un État ou Oxymore Identitaire ? " Strategia, IMDEP, Semestre I, No 2, 2014, pp 47- 63.
- Iratni Belkacem, "The role of the African Union in the crises in Mali and Libya: Successes and failures" Strategia, IMDEP, Semestre 2, No 4, 2015, pp 89-99.2014.
- Iratni Belkacem, "Why no Spring in Algeria: Questioning Multiculturalism and Democracy Experiments", in Ennaji Moha (Ed.) Democracy and Multiculturalism in North Africa in the light of Arab Spring, New York and London:Francis and Taylor, Praeger Publishers, 2014.
- Iratni Belkacem, "The Saharawi People's Quest for Self-determination: The Complexities of Unachieved Decolonisation," in Redie Bereketeab (Ed.): Decolonization and Secession in Africa, Routledge, Francis and Taylor Publishers, London and New York, 2014, pp 187-205.
- Iratni, Belkacem, " La Situation Sécuritaire au Sahel et Impact sur l'Algérie, Table Ronde, Publications de l'IMDEP, Alger, Novembre 2011.
- Iratni, Belkacem, "The Maghreb and NATO: From Misperceptions to Dialogue," Military Technology, 8/2009, pp.70-78.
- Iratni Belkacem, "The Strategic Interests of the Maghreb States," NATO's Defence College, Rome, 2008.

LES DEFIS ET ENJEUX SECURITAIRES DANS L'ESPACE SAHELO-SAHAIREN

- Kimouch Imam, "Algeria pumps USD650m into oil projects" https://zawya.com/story/Algeria-oil_sector_gets_cash_boots_ZAWYA2015021008531
- Daniel Labaronne, "Les difficultés de l'intégration économique régionale des pays maghrébins, Mondes en développement, 6 Septembre 2013. Vol.nº 163, n°3, pp.99-113.
- Lipset M. Seymour (1959), "Some Social Requisite of Democracy: Economic Development and Political Legitimacy", in American Political Science Review. 53, pp69-105.
- Millogo Albert et Nassim Oulmane, "Potentiel de commerce dans l'espace Maghreb, " Mondes en développement, Vol.nº158, n°2, pp.115-126, 8 July 2012.
- Moncef, W, "Le Mujao reoue le contact avec Alger, " Le Quotidien d'Oran, 25 Juin 2013.
- Morgan, A, "Mali's Tuareg Rebellion, at <http://the-global-dispatches.com/articles/media-malis-tuareg>
- Noland Marcus, "Explaining Middle Eastern Political Authoritarianism: The Level of Democracy", Review of Middle East Economics and Finance, 4, Number1, 200, pp1-30.
- Rowley Charles K, Nathanael Smith (2009), "Islam's Democracy Paradox: Muslim Claim to Like Democracy, So Why Do They Have So Little?" in Journal of Democracy, 15, Number 4, 133-39.
- Ryan Lucas (2015), "Here is ISIS's reach into North Africa", <http://www.businessinsider.com/heres-isisis-reach-into-north-africa-2015-2>
- Sari Camille, "Maghreb: Security Threats Fail to Induce Cooperation," Oxford Analytica, May 10, 2013., April 30, 2012.
- Sereni Jean-Paul, "Coordination discrète entre paris et Alger : Un tournant dans les Relations Franco-Algériennes, "Orient, txxxi.info.
- The report, Algeria 2014, Oxford Business group.
- Tlemcani Salima, "Lorsque les Islamo-conservateurs s'allient contre la femme", El Watan, 30 Mars, 30,2015, p4.
- White Gregory and Taylor Taylor, "Well-oiled regimes and uncertain transitions in Algeria and Nigeria", Review of African Political Economy, Vol 28, Issue 89, 2001.
- Yahia H. Zoubir, "Tipping the Balance Towards Intra-Maghreb Unity in Light of the Arab Spring," The International Spectator, 47, no. 3, Novembere2012). p. 83-99.
- Younès, Karim : De la Numidie à l'Algérie : Grandeur et Ruptures, Casbah Editions, Alger, 2011.
- Zeïni Moulaye, " Les menaces majeures dans l'espace sahélo-saharien," <http://www.forumdebamako.com/les-menaces-majeures-dans-lespace-sahelo-saharien1>



DIALOGUES

SECURITAIRES
DANS L'ESPACE
SAHELO - SAHARIEN

Biographie de l'auteur

Doyen de la Faculté des Sciences Politiques de l'université d'Alger depuis 2012, le Professeur Belkacem IRATNI est titulaire d'un Doctorat (PhD) en Science Politique, de l'Université de Warwick, de Grande-Bretagne (1986). Président - Directeur -Général de la bourse d'Alger de 1999 à 2003, il fut membre d'un groupe d'experts sur la mise en place du bureau de liaison en matière de paix et de sécurité de l'Union Africaine auprès des Regroupements Economiques Régionaux (RECs) pour le Conseil de Paix et de Sécurité (CPS) de l'Union Africaine en 2010. Auteur de plusieurs publications, le Professeur IRATNI a participé à de nombreux projets de recherche sur la Politique Etrangère de l'Algérie, les Relations Euro-Maghrébines et les Aspects Sécuritaires en Méditerranée et dans la Région Sahélo-Saharienne. Il a bénéficié de diverses bourses et distinctions académiques : USAID Fulbright Research Grant de l'Université du Texas à Austin (2006), Mediterranean Dialogue Fellowship, Collège de Défense de l'OTAN (2007), et American Institute of Maghreb Studies-CEMAT (2009).

Résumé

Les études-pays ont mis en relief notamment la question clé de l'Etat et de sa gouvernance au sein de l'espace sahélo-saharien. Ses relations avec les populations se révèlent être un enjeu crucial quand on sait que les revendications identitaires des minorités peuvent déstabiliser toute une région. Les problématiques de l'extrémisme violent et de la criminalité transfrontalières, entre autres, ont été également soulignées.

Mentions Légales

© Friedrich-Ebert-Stiftung, Paix et Sécurité Centre de Compétence Afrique Subsaharienne, 2017
Responsable : Holger Grimm, Directeur Paix et Sécurité Centre de Compétence Afrique Susaharienne
Comité de rédaction : Holger Grimm, Rémy Arsène Dioussé

Adresse

Friedrich-Ebert-Stiftung
Point E, boulevard de l'Est villa n°30
B.P. 15 416 Dakar - Fann
Tél. : + 221 33 859 20 02 • Fax + 221 33 864 49 31
Email: info@fes-pscc.org
Site web: www.fes-pscc.org